
Les idées en politique

Recension :

Gaël BRUSTIER, *À demain Gramsci*, Paris, Les Éditions du Cerf, coll. Le poing sur la table, 2015, 72 pages.

Gaël Brustier a bien choisi la collection dans laquelle il publie ce petit essai sur la situation de la gauche en France : il tape du poing sur la table. La gauche a perdu son « hégémonie culturelle » et cette perte pourrait signifier tôt ou tard sa pure et simple disparition ; l'heure est grave, et il s'agit de réveiller un Parti socialiste depuis trop longtemps assoupi.

Dans ce livre, Gaël Brustier n'entend pas du tout faire l'exégèse de la pensée d'Antonio Gramsci, il cherche à suggérer en quoi certains de ses concepts, à commencer par ceux d'« hégémonie culturelle » et de « sens commun », peuvent aider la gauche à se réformer et à regagner le terrain qu'elle a perdu face aux idées « néolibérales » et « néoconservatrices ». Un passage résume assez bien pourquoi la gauche doit absolument lire Gramsci (ou en tout cas se servir de l'un ou l'autre de ses concepts) : « Aucune domination politique n'est possible sans domination culturelle. Or, dominer culturellement implique d'être capable de créer un univers d'idées, de symboles et d'images dans lesquelles un peuple se reconnaît. » (p. 20)

Cet ouvrage peut se lire à deux niveaux. Au premier niveau se trouve un constat politique qui pourra paraître tout à fait sain, non seulement pour ceux qui veulent voir la gauche gagner, mais aussi pour tous ceux qui souhaitent que les partis politiques réinvestissent le champ des idées. Sur ce sujet, Gaël Brustier fait un constat sévère : il y a aujourd'hui, en France et même en Europe, un « désert idéologique » (p. 22). La gauche, en particulier, n'est plus capable de proposer un « horizon mobilisateur » (p. 28) ou une « vision du monde » (p. 53) qui puisse rassembler l'électorat. Elle « n'invente plus rien », puisque le Parti socialiste se soumet plus ou moins à « l'idéologie de la crise », tandis que les gauches radicales françaises cherchent vainement à réactiver les idées du passé alors que le contexte a grandement changé (p. 50-51).

En outre, la période est plutôt marquée par une sorte d'anti-intellectualisme qui se remarque particulièrement dans la manière dont le personnel politique se repose sur les outils de la communication et du *marketing* pour définir leur programme politique, comme si le combat électoral constituait un simple marché (p. 47 et 67-68). Or, comme le rappelle Gaël Brustier s'appuyant sur la pensée de Gramsci, « le peuple n'est ni aveugle, ni stupide, ni esclave, et la meilleure communication du monde ne suffirait pas à lui faire signer un contrat auquel il ne croit pas » (p. 24).

La gauche doit donc prendre la mesure des changements survenus en ce début du XXI^e siècle en France et dans le monde. La « mondialisation à outrance », l'entrée de la Chine dans l'OMC, la progression du « salafisme djihadiste », la désindustrialisation, la crise de 2008 et le sentiment du déclassement font partie des problèmes qui dépassent aujourd'hui la gauche, qu'elle soit « radicale » ou « sociale-démocrate » (p. 29 et 39-40). Dès lors, la droite se trouve en situation d'hégémonie dans le domaine intellectuel ; après tout, la « force de Margaret Thatcher a été de croire aux idées » (p. 34). Heureusement, selon l'auteur, il existe des signes d'un possible retournement. En mobilisant notamment l'exemple du mouvement Podemos en Espagne (p. 59-67) et – sans doute plus inattendu ici – le cas du nouveau pape François (p. 54-59), Gaël Brustier veut montrer qu'il existe des alternatives que la gauche ferait bien d'étudier de près si elle veut se renouveler.

Cet ouvrage est donc une sorte d'appel à l'intelligence et aux idées dans une époque où la vie politique française paraît manquer singulièrement de ressort, une époque où les enjeux de communication dominent tandis que la défiance vis-à-vis de la classe politique paraît augmenter. Dans ces conditions, on doit savoir gré à Gaël Brustier de rappeler qu'en démocratie, il faut « convaincre [...] et persuader » (p. 26), et donc construire une « argumentation » (p. 49). À ce titre, le déficit démocratique qui marque les institutions européennes n'est sans doute pas un modèle à suivre (p. 42-43).

Néanmoins, cet essai convainc beaucoup moins dès qu'il s'agit de passer au deuxième niveau de lecture, c'est-à-dire de comprendre un peu mieux le rôle que devraient jouer les idées et la raison en politique. Quand on quitte le constat pour s'intéresser aux recommandations politiques, la thèse de Gaël Brustier devient beaucoup plus opaque. Que signifie au final prendre au sérieux les idées ?

D'abord, il existe un certain flou dans l'emploi des termes. « Idée », « idéologie » et « culture » semblent presque faire office de synonymes tout au long du texte. Par exemple, après avoir évoqué Gramsci et la « crise idéologique de la gauche », Gaël Brustier enchaîne en écrivant de manière étrange : « Or, qui évoque l'idéologie évoque nécessairement la culture. » (p. 18) Viennent alors des considérations touchant aux politiques culturelles, aux musées, aux humanités, au latin et au grec, etc.

Ensuite, il existe une ambiguïté sur le statut du débat d'idées. Certes, l'auteur met parfois en avant la nécessité pour les partis politiques de construire un discours argumenté et de faire appel à la raison ; mais, à la lecture du texte, on se demande souvent s'il s'agit bien de convaincre par la raison ou plutôt de persuader à tout prix, s'il s'agit d'un débat d'idées ou d'une guerre pour l'hégémonie culturelle¹. Bien sûr, il serait naïf de croire que l'affrontement politique pourrait reposer uniquement sur des arguments rationnels, d'espérer que les citoyens mettront un jour de côté toutes leurs passions lorsqu'ils réfléchissent à l'avenir de leur cité, de croire que l'art rhétorique sera un jour un instrument périmé. Cependant, à moins de nier l'existence de la moindre chose commune, cette constatation n'implique pas

¹ Gaël Brustier emploie plusieurs fois le terme de « guerre » pour évoquer l'affrontement des idées (ex. p. 11, 29 et 61).

qu'il se joue un combat irréductible entre visions du monde exclusives l'une de l'autre. Le régime démocratique ne peut fonctionner que s'il se trouve à la fois des projets alternatifs et une chose commune à propos de laquelle débattre.

Tâchons d'illustrer cela. Gaël Brustier évoque, dans un chapitre de son essai (p. 33-39), la manière dont se sont imposées progressivement les idées « néolibérales » (ou « néoconservatrices », là aussi il y a une ambiguïté). Voilà sans doute un modèle à suivre pour imposer une nouvelle hégémonie culturelle qui serait désormais une hégémonie de gauche. Mais pourquoi préférer telle ou telle hégémonie culturelle ? Il n'y a pas la moindre ébauche d'argument pour justifier ce choix, ni l'amorce d'un débat d'idées sur la question. Bien qu'il critique lui-même le langage des « valeurs » (p. 47), tout se passe comme s'il faisait un choix de valeur qui ne demandait pas à être justifié par la raison au nom de la chose commune. D'ailleurs, l'auteur donne une curieuse caractérisation de la « raison », en faisant référence à Gramsci : un « être doué de raison [...] construit sa propre morale, sa propre conception du bien et du mal, sa propre éthique » (p. 23). Mais alors quelle place pour des éléments communs ? Si chacun construit *sa propre* conception du bien, comment débattre et argumenter ? Au contraire, le propre de la raison est justement d'être partagée, et donc de permettre la défense ou la critique de différentes conceptions du bien de manière collective. Sans cela, il n'y a que des individus ou des groupes qui se font la guerre autour de « valeurs » à prendre ou à laisser.

Par ailleurs, on se demande si l'usage que fait l'auteur des idées est si différent de celui qu'en font les « communicants » qu'il critique par ailleurs. Leur faute est-elle de ne pas suffisamment croire dans le débat d'idées, ou bien plutôt de sous-estimer le poids de l'hégémonie culturelle dans les résultats d'une élection ? On pourrait présenter les choses ainsi. Pour les « communicants », la vie politique est un marché dans lequel il faut proposer une offre politique attrayante adaptée aux désirs des citoyens-consommateurs, désirs mesurés par des batteries de sondages. Pour Gaël Brustier, l'influence culturelle se mesure à l'impact des discours et des actes sur le « "sens commun", c'est-à-dire sur l'ensemble des idées et croyances admises sans examen critique par un peuple » (p. 9) ; dès lors, comme nous l'avons déjà relevé, il faut « créer un univers d'idées, de symboles et d'images dans lesquelles un peuple se reconnaît » (p. 20). À la simple offre politique des « communicants », se substitue une offre idéologique plus complète, un « horizon mobilisateur » ou une « vision du monde » qui donne sens à l'expérience de tout un chacun. Mais dans les deux cas il s'agit de s'adapter plus ou moins à « l'état d'esprit de la majorité » (p. 41) et de savoir « faire écho [chez les électeurs] à une expérience quotidienne et concrète » (p. 63).

En conclusion, quelles sont les voies qui s'ouvrent pour les femmes et les hommes politiques de gauche ? En théorie, il va s'agir d'imposer une nouvelle hégémonie culturelle à la place de celle qui est en place, en se souvenant que le « sens commun » n'est pas seulement un « donné » mais aussi un « construit » (p. 64) et en faisant le tri entre les éléments contradictoires qui le composent (p. 53). Quant à savoir pourquoi préférer une hégémonie à l'autre, l'auteur ne nous dit rien, et le lecteur soupçonne qu'ultimement les

idées ne sont pas un élément central pour déterminer l'action politique, plutôt un instrument de plus au service d'un combat entre « valeurs » préexistantes et antagonistes. En pratique, puisque le personnel politique a généralement en tête l'élection ou la réélection, la tendance ne sera-t-elle pas d'éviter tout danger électoral et de s'adapter au « sens commun » du moment, au risque de céder à un certain conservatisme ? Dans ce cas, les idées ne servent pas à construire une politique ambitieuse et intelligente, elles ne sont qu'un élément *marketing* supplémentaire pour obtenir les suffrages des électeurs².

En dépit des constats lucides et des cas d'étude intéressants, ce petit livre laisse donc le lecteur sur sa faim ; aussi, n'est-il peut-être pas si utile pour ceux qui voudraient construire un véritable « projet alternatif » (p. 69). En fait, il est certainement symptomatique d'un contexte politique dans lequel la plupart des acteurs ont perdu foi dans la raison, c'est-à-dire ne croient plus sincèrement dans les vertus du débat argumenté pour faire émerger des idées communes – ou au moins majoritaires – qui soient capables de guider l'action – ou au moins de l'éclairer. C'est avec une certaine tristesse que l'on referme l'ouvrage : même parmi ceux qui désirent vraiment défendre la démocratie et les idées, beaucoup ont perdu confiance dans le débat d'idées qui fonde la démocratie.

Benjamin Brice

Benjamin Brice est docteur en science politique et chercheur associé à l'EHESS-CESPRA (Centre d'études sociologiques et politiques Raymond Aron).

benjamin.brice@gmail.com

Pour citer ce texte

Benjamin BRICE, « Les idées en politique (recension) », *Site de l'AMEP*, janvier 2016, p. 1-4.
URL : <http://etudespolitiques.org/wp/idees-politique-recension/>

NB : Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que leur auteur.

² Nombreux sont d'ailleurs les personnages politiques qui souhaitent s'emparer d'« idées » pour leur combat, non pas pour construire une argumentation ou chercher à déterminer les meilleures finalités de l'action, mais pour séduire les électeurs et rendre leur programme plus attrayant. Ainsi, on peut considérer que Nicolas Sarkozy ne s'intéresse pas aux idées en elles-mêmes quand il déclare : « Moi, je crois aux idées. Parce que les idées, ça protège, voyez-vous, ça évite de vous faire écharper. Si vous lancez une idée, on s'en prend à l'idée, pas à vous. » (Bruno Le Maire, *Jours de Pouvoir*, Paris, Gallimard, coll. NRF, 2013, p. 359.) Ou encore : « La stratégie, c'est les idées nouvelles. Il faut les [la gauche] asphyxier avec des idées nouvelles » (*ibid.*, p. 374).